

# Les enseignements des initiatives passées de l'ONU en matière d'éducation pour le désarmement

Edith BALLANTYNE et Felicity HILL

L'éducation étant une force importante, susceptible d'amener des changements éclairés, l'éducation pour le désarmement et la non-prolifération est capable de faire évoluer le monde pour qu'il s'éloigne du militarisme au profit d'une culture de la paix – l'un des objectifs des Nations Unies. Par conséquent, les militants du désarmement du monde entier ont accueilli favorablement la résolution du 20 novembre 2000 de l'Assemblée générale des Nations Unies établissant un groupe d'experts gouvernementaux sur l'éducation pour le désarmement et la non-prolifération.

Ce groupe sera chargé de réaliser un rapport faisant des recommandations aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales et aux organismes des Nations Unies, en matière d'éducation pour le désarmement et la non-prolifération. L'ONU ayant pris depuis longtemps des initiatives en matière d'éducation pour le désarmement, il serait intéressant d'évoquer les différentes campagnes et initiatives lancées depuis deux décennies. Quelles leçons pouvons-nous en tirer ? Qu'est-ce que ce groupe peut entreprendre différemment pour obtenir de meilleurs résultats ?

## SSOD 1 & 2

En 1978, lors de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (également connue comme la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement ou SSOD 1), les idées nouvelles en terme de désarmement furent au zénith. Le document final de cette session soulignait éloquemment l'absurdité de la course aux armements et le concept sous-jacent de sécurité « radioactive » et comportait un certain nombre de références à l'éducation et à l'information pour le désarmement.

Le paragraphe 106 du document final précise que : « En vue de contribuer à une meilleure compréhension et à une meilleure prise de conscience des problèmes créés par la course aux armements et de la nécessité du désarmement, les gouvernements et les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales sont instamment priés de prendre des mesures pour mettre au point des programmes d'éducation dans le domaine du désarmement et de la paix, à tous les niveaux »<sup>1</sup>.

---

Edith Ballantyne est conseiller spécial pour les questions des Nations Unies auprès de la Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté (WILPF) à Genève. Felicity Hill est le directeur du bureau WILPF auprès des Nations Unies à New York. Le projet de WILPF intitulé « Reaching Critical Will » suivra, avec la plus grande attention, l'évolution des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux et mettra en ligne tous les documents jugés pertinents (voir le site : [www.reachingcriticalwill.org](http://www.reachingcriticalwill.org)).

Ce document proposait des mesures visant à améliorer la diffusion de l'information afin de sensibiliser l'opinion publique mondiale et à encourager les organes d'information gouvernementaux et non gouvernementaux et ceux de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées à accorder la priorité à l'élaboration et à la diffusion d'une documentation imprimée et audiovisuelle sur le désarmement<sup>2</sup>.

Le Congrès mondial sur l'éducation pour le désarmement fut convoqué par l'Unesco moins de deux ans plus tard. Il est démoralisant de constater que son document final est aussi pertinent aujourd'hui qu'il l'était voilà vingt ans, ce qui montre bien le peu de progrès enregistré à ce niveau.

*Le Congrès mondial sur l'éducation pour le désarmement fut convoqué par l'Unesco moins de deux ans plus tard. Il est démoralisant de constater que son document final est aussi pertinent aujourd'hui qu'il l'était voilà vingt ans, ce qui montre bien le peu de progrès enregistré à ce niveau.*

Le paragraphe 4 sur les liens entre l'éducation pour le désarmement et les réalités économiques et politiques est notamment très pertinent sur les conflits auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. « L'éducation pour le désarmement ne peut cependant pas se borner à diffuser des données et des informations sur les projets et les perspectives du désarmement, ou à commenter les espoirs et les idéaux qui les ont inspirés. Elle doit permettre d'établir clairement le lien qui existe entre le désarmement et la réalisation des objectifs de sécurité internationale et de développement. Si l'on veut qu'elle

soit efficace à cet égard, l'éducation pour le désarmement doit être liée à la vie et aux préoccupations des enseignés et aux réalités politiques dans le cadre desquelles s'inscrit le désarmement, et elle doit permettre d'approfondir les facteurs politiques, économiques et sociaux sur lesquels pourrait se fonder la sécurité des peuples<sup>3</sup>. » Nos discussions actuelles sur la sécurité humaine ne sont peut-être pas aussi nouvelles que nous voudrions le croire.

À la suite de SSOD 1, quatre années d'études, de consultations (notamment avec des représentants d'ONG) et de négociations ont donné lieu à la Campagne mondiale pour le désarmement. La Campagne lancée le 7 juin 1982, jour de l'ouverture de la SSOD 2, répondait aux appels persistants des ONG et des États non dotés d'armes nucléaires de mettre un terme à l'absurde et dangereuse course aux armements nucléaires et à la légitimation qui en découlait pour les guerres « moins graves » conduites avec des armements classiques. Cette campagne visait peut-être aussi à s'attaquer à la nature foncièrement non démocratique des politiques nationales de sécurité adoptées pendant la guerre froide, où les informations concernant les décisions prises au nom des peuples étaient absolument inaccessibles aux populations directement touchées ou concernées.

La campagne fut bien accueillie. Les campagnes des ONG sur la population pour le désarmement se multipliaient dans toutes les régions du monde. À titre d'exemple, une campagne de signature pour le désarmement nucléaire lancée par des organisations japonaises pour la paix est devenue une campagne mondiale. Il s'agissait, au départ, d'une campagne d'éducation. Elle informait les gens dans la rue de la nécessité du désarmement et leur demandait de signer une pétition adressée aux Nations Unies. Elle recueillit plus d'un million de signatures et fut présentée à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (SSOD 2).

Cette deuxième session extraordinaire fut lancée par une marche de plus d'un million d'hommes, femmes et enfants venus du monde entier. Partie du Siège de l'ONU, elle était allée jusqu'à Central Park et réclamait : « Désarmez maintenant ! ». L'organisation de cette marche avait nécessité une bonne année de préparation. Cette campagne d'information et d'éducation fut la plus grande manifestation jamais organisée sur la question. En d'autres termes, l'opinion publique, dont nous déplorons souvent aujourd'hui le manque d'engagement, était à l'époque réceptive aux messages et aux efforts de la Campagne mondiale pour le désarmement.

## *La Campagne mondiale pour le désarmement 1982–1992*

Le cadre général de la Campagne mondiale pour le désarmement fut adopté par l'Assemblée générale en 1982 et appliqué dès 1983. L'objet de la Campagne était d'informer, d'éduquer et de susciter la compréhension et l'appui du public en ce qui concerne les objectifs poursuivis par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. Il prévoyait la coopération des Nations Unies, de ses États Membres et des ONG, qui étaient les principaux acteurs pour atteindre les objectifs de la Campagne.

Les activités de la Campagne étaient groupées en cinq grandes catégories : production et diffusion de matériel d'information; conférences, séminaires et formation; manifestations spéciales, comme la Semaine du désarmement; campagnes de publicité; et services assurés par les bureaux extérieurs du système des Nations Unies. Nous allons développer certaines de ces activités.

Les *séminaires régionaux* organisés lors de la Campagne réunirent des experts de l'ONU et des diplomates, des experts gouvernementaux et des acteurs non gouvernementaux. L'objectif visé était d'informer et d'éduquer le public et, par là même, de mieux faire comprendre les objectifs du désarmement et de promouvoir la participation du public à la réalisation des objectifs du désarmement. Des militants du désarmement et des membres d'institutions régionales ainsi que des représentants d'ONG internationales prirent part à ces rencontres. Les rapports des séminaires furent publiés par l'ONU et largement distribués.

De nouvelles *publications* et celles déjà publiées par le Département des affaires de désarmement, comme l'*Annuaire du désarmement*, la série des Fiches d'information et la revue *Désarmement*, furent imprimées en grand nombre et diffusées plus largement. La Radio des Nations Unies multiplia ses programmes sur les questions de désarmement et l'on peut dire, d'une manière générale, que le public eut accès à une plus grande documentation audiovisuelle.

Le *programme de stages sur le désarmement*, la *formation* et les *services consultatifs* furent organisés et les experts de l'ONU répondirent positivement aux invitations aux réunions sur le désarmement organisées par le monde universitaire et les ONG. Le Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement, conduit par la division de Genève du Département des affaires de désarmement, fut lancé en 1978 et a formé depuis plus de 500 officiels de plus de 150 pays.

Les résolutions des Nations Unies sur le désarmement, le travail de la Commission du désarmement et de la Conférence du désarmement, les efforts du Département des affaires de désarmement des Nations Unies – en résumé, toutes les initiatives de l'ONU et de ses États Membres en matière de désarmement – étaient mieux connues et les ONG diffusèrent toute l'information disponible. La Campagne mondiale pour le désarmement favorisa une collaboration plus étroite entre ses « principaux acteurs » – une avancée considérable. La campagne a pourtant progressivement ralenti. En 1992, dans sa résolution 47/53 D intitulée « Campagne mondiale pour le désarmement », l'Assemblée générale décide « que la Campagne mondiale pour le désarmement sera connue désormais sous le nom de “Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement” ». Ce changement, qui reflétait plus précisément le travail entrepris, visait à favoriser un soutien plus large à l'avenir.

## *La Campagne mondiale pour le désarmement a-t-elle rempli ses objectifs pédagogiques ?*

Les avis sont partagés. Il est certain que la Campagne a favorisé la diffusion d'informations utiles traduites en différentes langues par l'ONU et par les gouvernements pour leur peuple, ce qui permet de sensibiliser un plus grand public aux questions de désarmement. Au niveau non gouvernemental, la Campagne a, sans aucun doute, incité les gens à se mobiliser davantage pour le désarmement, à organiser plus de séminaires, de conférences et autres événements publics, à produire plus de documents et à les diffuser davantage et à élargir le mouvement d'opinion en faveur du désarmement.

Certains détracteurs de la Campagne mondiale pour le désarmement l'ont accusée d'être un vecteur de propagande de la guerre froide. Des brochures auraient été brûlées et la publication de certains ouvrages interdite en raison d'objections soulevées par des gouvernements. D'autres, pour qui nombre de ces brochures étaient trop ennuyeuses et n'étaient de toute façon pas lues, ne jugeaient pas cette perte trop regrettable.

À l'époque, de nombreux militants se demandaient si certains gouvernements souhaitaient réellement promouvoir l'éducation pour le désarmement et mobiliser la population en faveur de politiques qui contribueraient au désarmement mondial. Cette question fut soulevée chaque année

*Certains gouvernements s'investirent sérieusement dans l'information et l'éducation en matière de désarmement, d'autres se prononcèrent en faveur de la Campagne mais poursuivirent leurs programmes d'armement, et d'autres l'ignorèrent tout simplement.*

lorsque l'Assemblée générale constatait que les États ayant engagé les dépenses militaires les plus importantes n'avaient pas encore apporté de contributions financières à la Campagne mondiale pour le désarmement. Certains gouvernements s'investirent sérieusement dans l'information et l'éducation en matière de désarmement, d'autres se prononcèrent en faveur de la Campagne mais poursuivirent leurs programmes d'armement, et d'autres l'ignorèrent tout simplement.

En fin de compte, deux obstacles majeurs empêchèrent la Campagne mondiale pour le désarmement de devenir une réelle force mobilisatrice.

Un premier obstacle est le fait que la Campagne devait être conduite « de manière équilibrée, concrète et objective ». Ce qui signifiait dans les faits que rien ne pouvait être dit ou publié qui puisse être interprété comme accusant un gouvernement d'agir contrairement aux obligations et aux objectifs de désarmement. Tout ce qui critiquait, même légèrement un pays en particulier pour un acte ou une position de toute évidence contraire à l'objectif de désarmement tombait sous le coup d'un manque d'équilibre, de concret et d'objectivité. Il est bien évident que cette situation n'a pas contribué à identifier les obstacles au désarmement, à accroître la crédibilité de la Campagne ou à rendre l'exercice intéressant. Il est vrai, bien sûr, que les informations simples et concrètes à propos de la course aux armements étaient et restent suffisamment convaincantes pour inciter les gens à promouvoir le désarmement. Il reste toutefois fondamental que le désarmement et ce qui l'empêche d'intervenir soient présentés de manière claire et intéressante. La précision et la vérité sont de précieux ingrédients de compréhension. L'affirmation de faits ne constitue pas une violation de l'objectivité ni de l'équilibre.

Un mauvais financement aura été un second obstacle au succès de la Campagne. L'éducation est un investissement pour l'avenir et le cas de l'éducation pour le désarmement ne fait pas exception à la règle. C'est un investissement pour l'avenir de l'humanité. La Campagne mondiale pour le désarmement était essentiellement financée par des contributions volontaires. Peu de gouvernements apportèrent des contributions importantes de manière régulière et certains firent des contributions

dans des monnaies non convertibles pour que l'argent soit dépensé dans le pays du gouvernement contributeur ou dans des pays où circulait cette monnaie.

Même si les résolutions annuelles de l'Assemblée générale sur la Campagne mondiale pour le désarmement incitaient les gouvernements à verser des contributions sans exiger qu'elles soient affectées à des projets particuliers, certains pays assignaient leurs contributions à des conférences ou des événements particuliers. Le Département des affaires de désarmement, le secrétariat chargé de la Campagne, n'avait donc pas la possibilité d'attribuer les faibles ressources dont il disposait aux besoins les plus urgents.

### *Éviter les erreurs du passé*

Sur la base de ces expériences, le Groupe d'experts gouvernementaux créé récemment ne recommandera certainement pas une campagne globale et n'adoptera pas une seule série d'outils et de techniques.

Au lieu de cela, le processus qui conduira au rapport présenté à l'Assemblée générale en 2002 devrait découvrir ou suggérer une série de modules et d'outils pédagogiques pouvant être utilisés par les éducateurs, les parlementaires, les dirigeants municipaux, les officiers militaires et les responsables gouvernementaux. Tous les groupes concernés par la résolution auraient avantage à des supports concrets ou des éléments basiques pouvant être adaptés à leurs besoins particuliers plutôt qu'à de vagues recommandations. Le groupe évitera d'être perçu comme appuyant un modèle particulier s'il parvient à favoriser l'émergence d'une large gamme de matériel d'éducation pour le désarmement.

Au lieu d'entamer quelque chose de nouveau, il serait à la fois plus logique et plus utile pour le Groupe d'experts de recommander le renforcement des initiatives actuelles. On peut espérer faire une énorme différence en les multipliant considérablement. Par exemple, le Cyberschoolbus des Nations Unies, la partie interactive pédagogique du site de l'ONU pour les enfants nécessite davantage de matériel d'information sur le désarmement. Le Département de l'information de l'ONU devrait avoir les moyens de produire et diffuser davantage de matériel sur le désarmement, des ressources basiques, des pancartes et des affiches pour les zones qui sortent d'un conflit, des publicités, des vidéos et des événements de relations publiques. Le Département des affaires de désarmement et l'UNIDIR devraient être encouragés et avoir les moyens financiers de produire davantage d'études spéciales et de rapports en collaboration avec les éducateurs pour le désarmement et les ONG. Le Groupe d'experts devrait reconnaître le travail accompli jusqu'à présent par les éducateurs pour le désarmement, comme Helena Kekkonen et d'autres qui ont travaillé avec l'Unesco, dans des programmes officiels et informels d'éducation pour la paix.

*Au lieu d'entamer quelque chose de nouveau, il serait à la fois plus logique et plus utile pour le Groupe d'experts de recommander le renforcement des initiatives actuelles. On peut espérer faire une énorme différence en les multipliant considérablement.*

Malgré l'initiative récente sur le rôle essentiel de la société civile et des ONG comme partenaires des Nations Unies, la capacité des ONG a concevoir, produire, promouvoir, financer et surtout diffuser les publications des Nations Unies sur la question a été sérieusement sous-utilisée. Pour toucher de nouveaux publics et communiquer plus activement avec ceux qui sont déjà sensibles au problème, l'ONU devrait chercher à collaborer plus activement avec les ONG sur d'autres projets communs.

Les Messagers pour la paix des Nations Unies et autres célébrités devraient promouvoir plus régulièrement la question du désarmement, qui est souvent prise dans un discours technique et juridique. Les échanges diplomatiques qui interviennent dans la Salle de conférence IV à New York ou dans la Salle des conseils où se réunit la Conférence du désarmement à Genève ne sont pas suffisamment intéressants pour des gens qui sont loin d'être obsédés par la question. Pour attirer la jeune génération, la culture de la paix doit apparaître « cool » et les célébrités peuvent aider à ce que la question soit dans le vent. Le Groupe d'experts gouvernementaux devrait ainsi faire appel à certaines personnalités pour lancer son rapport et, par la suite, ses activités.

Les communautés gouvernementales et non gouvernementales accordent une très grande confiance à l'ouverture d'esprit et à l'intégrité du président du groupe, Miguel Marín Bosch, et de ses collègues. Les dix experts choisis par leurs gouvernements respectifs ont tenu leur première réunion à New York en avril 2001 et préparent leur prochaine rencontre. Le ton et les résultats de la première réunion laissent envisager un processus créatif, innovateur et producteur qui mobilisera à nouveau l'attention sur l'éducation pour le désarmement et la non-prolifération.

## Notes

1. *Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale*, Document des Nations Unies A/S-10/4.
2. *Ibid.*, par. 99 et 100.
3. *Document final du Congrès mondial sur l'éducation pour le désarmement*, Paris, 9-13 juin 1980, SS-80, CONF. 401 REV/COL.51. Voir aussi Nations Unies, Département des affaires de désarmement, 1982, *Annuaire du désarmement*, vol. 5 (1980), p. 525.